POUR DIRE NON À LA DÉLOCALISATION DE LA FACULTÉ DES SCIENCES EXACTES VERS AMIZOUR

Près d'un millier d'étudiants et d'enseignants sont sortis dans la rue à Béjaïa

Les jours passent et la grogne des étudiants et des enseignants ne faiblit pas à l'Université de Béjaïa. Pour cause la décision de l'autorité rectorale de l'université de délocaliser la Faculté des sciences exactes vers le campus d'Amizour nouvellement construit. Les étudiants et les enseignants ne relâchent pas la pression pour maintenir leur Faculté à Targa-Ouzemour.

Hier, à l'appel du comité autonome des étudiants , une marche estudiantine à laquelle se sont joints des enseignants a été observée à travers les rues de Béjaïa avec comme mot d'ordre majeur l'annulation de la décision de délocalisation de la Faculté en question vers le campus d'Amizour.

Près d'un millier d'étudiants et d'enseignants ont pris part à la manifestation qui s'est ébranlée dans la matinée du campus de Targa Ouzemour vers le siège de la Wilaya pour exprimer leur colère et faire savoir au premier responsable de l'administration de wilaya leur «refus» de rejoindre le campus d'Amizour.

Tout au long du parcours, brandissant des banderoles sur lesquelles l'on pouvait lire : «Non à la délocalisation de la Faculté des sciences exactes vers Amizour», «Gestion douteuse = savoir à la morgue», «On veut un recteur pas un dictateur», «Halte aux intimidations des enseignants», «Non à l'apartheid à l'université» et «Pour une gestion démocratique», les manifestants ont repris en chœur des slogans hostiles au recteur. Dans une prise de parole devant le siège de la Wilaya, les différents intervenants ont unanimement dénoncé la décision «unilatérale» du recteur de délocaliser la Faculté des sciences exactes vers le campus d'Amizour. «Les étudiants ont pris la décision de ne pas rejoindre le campus d'Amizour où les travaux de réalisation de la Faculté de droit ne sont même pas achevés. On ne va pas rejoindre une Faculté qui n'est pas encore construite et à l'état d'un chantier», fulmine un jeune étudiant tout en dénonçant une décision «unilatérale et sans aucune consultation» du recteur.

L'un des enseignants intervenant lors du rassemblement devant le siège de la Wilaya a averti contre la «campagne d'intox» observée sur les réseaux sociaux. «Une campagne de manipulation de l'opinion publique est lancée sur les réseaux sociaux pour faire croire que les enseignants veulent rester en ville à Béjaïa pour ne pas rejoindre Amizour qui n'offrirait pas les mêmes commodités (...). Comment expliquer alors que des étudiants originaires d'Amizour partagent ce refus de rejoindre le campus d'Amizour où ils seront pourtant chez eux. La vérité est que ce site conçu pour une Faculté de droit ne dispose pas d'équipements pédagogiques pour les maths, la physique, la chimie et la recherche opérationnelle. Une Faculté des sciences exactes ne peut être dissociée de celle de technologie. Aller à Amizour dans de telles conditions, c'est casser l'université de Béjaïa», dira en substance l'enseignant.

A. Kersani

Les sièges des APC de Fenaia-Il Maten et Semaoune fermés par des villageois

Pas moins de deux sièges d'APC ont été fermés par des villageois dans la journée d'hier à Fenaia-Il Maten et Semaoune dans la wilaya de Béjaïa. Dans la municipalité de Semaoune, ce sont les habitants du village de Atmous qui ont décidé de cadenasser le siège de leur APC pour se plaindre de l'état de dégradation avancé du chemin desservant leur cité. «Tous les chemins de la commune ont été revêtus de du bitume à l'exception de notre route qui relie pourtant d'autres localités de Ferraoune, Beni Djelil. Toutes nos démarches sont restées vaines à ce jour auprès des autorités locales», s'est plaint sur les ondes de la radio locale, l'un des villageois protestataires.

La même action de fermeture du siège d'APC est signalée dans la commune de Fenaia-Il Maten où des villageois se sont insurgés contre le retard observé dans la prise en charge des travaux de réfection de la route lourdement affectée par un glissement de terrain qui s'est produit l'hiver dernier. Le maire de Fenaia-Il Maten, tout en reconnaissant la légitimité de la préoccupation des villageois a fait savoir qu'il s'est déplacé, accompagné des services de la daïra, sur le site et qu'une fiche technique de constatation du glissement de terrain et une demande de crédits nécessaires pour sa prise en charge ont été aussitôt transmises à la Wilaya. «J'ai aussitôt avisé les services techniques de la daïra pour une sortie sur les lieux du sinistre. Une fiche technique a été établie et transmise au niveau de la wilaya pour l'octroi d'une enveloppe financière nécessaire à la prise en charge du glissement, mais malheureusement par manque de crédits le projet n'a pas pu se réaliser», a expliqué en substance sur les mêmes ondes de la radio l'édile de la municipalté de Fenaia-il Maten.

A. K.

CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA FORMATION PAR APPRENTISSAGE À SÉTIF

Un moyen efficace pour lutter contre le chômage

Une conférence régionale sur la promotion de la formation par l'apprentissage a été organisée hier et aujourd'hui à Sétif, en vue de débattre de sa prise en charge sur les plans organisationnel et pédagogique.

Cette rencontre, co-présidée par M. Ouali Kamel, directeur général du Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac) et M. Bettache Mohamed, sous-directeur de l'apprentissage au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et qui concerne les wilayas de Sétif, Bordj-Bou-Arréridj et M'sila, fait partie d'une quinzaine de conférences initiées au niveau national par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et qui cibleront les localités réputées «bassins d'emploi» et potentiellement prometteuses pour la formation par apprentissage.

«Ces conférences entrent dans le cadre du plan d'action du secteur (2015-2019) qui a retenu comme axe principal le développement du mode de formation par apprentissage. Afin de mieux répondre aux besoins de l'entreprise en ressources humaines et d'appuyer l'employabilité des diplômés et leur insertion professionnelle», a affirmé le DG de la Fnac lors de son allocution d'ouverture. Parmi les différents modes et types de formation dispensés pour répondre à la demande économique et sociale en matière de formation professionnelle, la formation par apprentissage représente, selon le même intervenant, le mode le moins coûteux à la collectivité tant pour l'Etat que pour l'entreprise formatrice.

C'est également le mode le plus adapté aux besoins et à la réalité de l'entreprise puisqu'il prend naissance à partir de l'existence d'un poste de travail et évolue en milieu professionnel, a-t-il soutenu. Ce dernier a saisi cette occasion pour aborder les différents programmes que finance le fonds dans le but de promouvoir le secteur de la formation.

Le fonds a pour missions essentielles d'étudier et de traiter des projets de programmes d'apprentissage ou de formation continue proposés au financement, de financer les actions d'information et d'orientation concourant au développement de la formation continue et d'apprentissage, d'engager toute action visant la promotion et la valorisation de l'apprentissage et de la formation continue. Pour sa part, M. Bettache Mohamed, représentant du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a souligné que ce mode de formation représente, dans beaucoup de pays, un outil de lutte contre le chômage. M. Bettache a révélé que quelque 250 000 apprentis sont placés actuellement dans des entreprises économiques publiques ou privées, ce qui est loin des espérances du ministère qui espère atteindre le chiffre de 600 000 apprentis. Pour l'intervenant, le secteur de la formation par apprentissage est actuellement en pleines mutations économique et sociale. «Nous avons aussi un environnement stratégique avec lequel nous devons nous adapter», a-t-il déclaré en abordant le plan d'amélioration de la qualité de l'apprentissage (PAQA), qui date de 1981 et qui nécessite, selon lui, des ajustements. «Le secteur est actuellement en pleine mutation et ce plan nécessite aussi des améliorations», a-t-il affirmé. Outre les communications prévues, quatre ateliers ont traité de l'implication des entreprises dans la fonction d'orientation, de placement et de sélection des apprentis, du système d'évaluation de l'apprentissage, du dispositif de financement de l'apprentissage (Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac) et de l'adaptation du cadre législatif régissant l'apprentissage.

Pour rappel, Le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue est un organisme public à caractère spécifique, créé par décret exécutif n°98-355 du 10 novembre 1998 et placé sous la tutelle du ministre chargé de la Formation professionnelle. Le Fnac finance aussi d'autres types de formation à la demande des entreprises dans divers créneaux. Signalons qu'une enveloppe financière de plus de 13 milliards DA a été consacrée à la concrétisation des actions prévues au titre du plan d'action 2015-2019 de ce fonds, qui se base sur la formation de la ressource humaine du secteur économique, l'édition de guides des maîtres d'apprentissage, la prise en charge des contrats d'apprentis, entre autres.

Notons qu'à la fin, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a décidé de consacrer la date du 27 juin, Journée nationale sur l'apprentissage et qui sera célébrée chaque année.

Imed Sellami

TIPASA

Célébration de la 22e édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole

Cette 22e édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole a été placée sous le thème de «la valorisation des produits du terroir, pour un développement agricole et rural durable».

Cette Journée nationale de la vulgarisation agricole constitue, selon ses initiateurs, un espace de communications et d'échanges pour l'ensemble des partenaires impliqués dans le processus du développement .Toujours selon notre source, cette Journée constitue, grâce aux expositions qui y sont faites, une opportunité pour faire connaître et vulgariser les réalisations dans le cadre du développement du secteur agricole.

Ces mêmes sources, nous informent que cette Journée institutionnalisée depuis 1994 est devenue une tradition, célébrée le 1er octobre de chaque année par le secteur de l'agriculture et du développement rural, à travers tous ses représentants et particulièrement les Directions des services agricoles et les Chambres de l'agriculture au niveau local. Selon, M. Chawki, un cadre de la Chambre agricole de Tipasa «la manifestation de cette année qui coïncide avec le lancement de la campagne agricole se veut être un espace d'informations et d'échanges d'expériences entre les différents acteurs du secteur, et aussi d'évaluation des efforts de la vulgarisation et de ses répercussions sur le développement agricole et rural».

Quant à M. Bernaoui, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Tipasa, il nous révèle que c'est à ce titre que la Chambre de l'agriculture de Tipasa a initié un programme d'expositions sur les différents projets initiés dans le cadre de la politique agricole et rurale relative à la modernisation des exploitations agricoles, aux unités créées dans le cadre d'appui à l'exploitation agricole, à la revitalisation et au développement de proximité des espaces ruraux.

Selon notre interlocuteur «plusieurs opérateurs du secteur de l'agriculture représentant aussi bien l'administration que la profession agricole ainsi que les associations professionnelles, et autres partenaires des différents secteurs économiques concernés ont participé à cette importante manifestation». Des communications et des débats portant, entre autres, sur les réalisations et les perspectives d'avenir du développement agricole, la place de la profession dans la vulgarisation, le rôle et missions des institutions de vulgarisation dans le développement agricole et rural ont été exposés.

M. Abdelkader N., un investisseur producteur dans le domaine de l'agriculture nous confie que «les stratégies de développement agricole rural ne peuvent donner tous leurs fruits que si les fellahs soient motivés activement et organisés à la base en vue de la conception et de l'élaboration des politiques et des programmes».

M. N. Mohammed, un fellah spécialisé dans le maraîchage nous a révélé pour sa part que «les stratégies de développement sont tenues à l'obligation des résultats ; ces politiques doivent favoriser la compréhension et la conscience des problèmes et des possibilités du développement à tous les niveaux des opérateurs agricoles en vue de l'amélioration de l'interaction entre ceux chargés de la stratégie du développement et les fellahs grâce à un système performant de vulgarisation».

Lors des débats, l'occasion a été offerte aux fellahs, aux associations de producteurs ainsi qu'aux représentants des différentes filières d'exposer les problèmes rencontrés dans le cadre de la mise en cours de leurs projets. Les opérateurs ont aussi présenté les contraintes rencontrées dans leurs activités dans le cadre de la politique agricole, ainsi que les perspectives d'avenir du développement agricole.

L'Institut ITAFV a développé un important exposé sur le raisin muscat de Cherchell. De même, la société ACI a préconisé des méthodes d'intensification de la culture des agrumes.

La Casnos, a, quant à elle, présenté les nouvelles mesures prises au profit des agriculteurs.

Cette journée fut clôturée par la remise de diplômes symboliques aux participants.

Houari Larbi